LE FRANCO

Depuis 1928, le seul journal de langue française en Alberta

Vol. 26 n°1 Edmonton, le vendredi 3 janvier 1992 12 pages 60¢

➤ *Déficit*

Les Canadiens doivent savoir

... *à lire en page 2*

• École Père-Lacombe

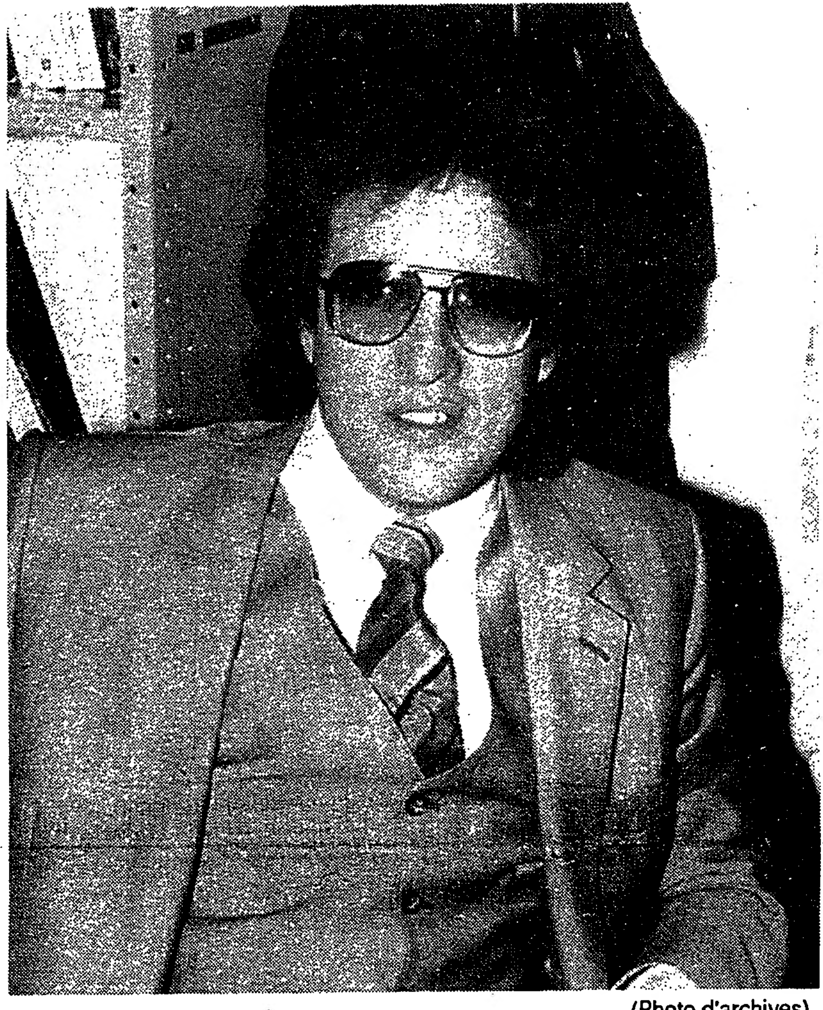
C'est dans le sac!

par CAROLE THIBEAULT

EDMONTON- C'est maintenant confirmé: une nouvelle école française, l'école Père-Lacombe, ouvrira ses portes dans le nord-est de la capitale en septembre 1992.

En effet, après une période de recrutement intensive de la part du comité de parents, ces derniers ont dépassé le nombre magique de 100 inscriptions exigé par la Commission scolaire catholique d'Edmonton. Rappelons que les parents voulaient, au départ, l'ouverture de l'école pour l'automne 1991. Malheureusement, le nombre d'inscriptions n'était pas suffisant à cause d'un désistement de dernière minute de certains parents d'enfants présentement en écoles d'immersion.

Le comité de parents a donc remis les quelque 110 inscriptions aux commissaires lors d'une réunion privée qui a eu lieu le 16 décembre dernier. Le lendemain, après vérification des dossiers, le directeur général de la Commission scolaire catholique d'Edmonton, John Brosseau, confirmait la décision auprès de M. Jean-Louis Dentinger, président de la Société des comités de parents d'Edmonton.



(Photo d'archives)

Jean Louis Dentinger

Monsieur Dentinger déclare qu'il a été un peu moins difficile cette fois-ci de recruter de nouvelles inscriptions parce que plus de parents étaient au courant du projet.

On pourrait se demander si ce n'est pas encore une fausse alerte. Cependant, le surintendant régionale de la Commission scolaire, M. Lucien Duigou, affirme qu'il avait été garanti, en juin dernier, que si au moins 100 inscriptions étaient obtenues au 15 décembre 1991, le projet prendrait forme. «Il reste cependant un problème, dit-il. Nous ne voulons pas que les parents qui s'étaient désistés la première fois le fassent une seconde fois. C'est pourquoi M. Dentinger et moi vérifierons auprès d'eux afin d'être certains de leur décision. Nous avons besoin d'eux et nous comptons sur eux!»

Sur les 110 élèves inscrits jusqu'à maintenant, 10 viennent de l'école Maurice-Lavallée, 17 de l'école Ste-Jeanne-d'Arc, 45 de l'école Notre-Dame et 38 de différentes écoles d'immersion de la ville. M. Dentinger espère bien, grâce à ce nombre, éviter de faire des classes combinées. Il entend toutefois continuer son recrutement. «Maintenant que le projet est accepté, il sera plus facile de trouver de nouveaux élèves, parce qu'on va pouvoir leur dire que l'école est une réalité», affirme-t-il avec optimisme.

Du côté de la Commission scolaire catholique d'Edmonton, le travail n'est pas fini non plus. Il faut d'abord avertir les présents locataires afin qu'ils puissent se trouver un autre endroit. Il faut ensuite trouver le personnel: directeur, enseignants, etc. Il y a également 10 000$ à investir en rénovations et 250 000$ pour les matériaux et l'équipement. La Commission scolaire espère aussi une subvention du gouvernement fédéral pour la bibliothèque. «Le gouvernement a donné une aide pour les écoles Maurice-Lavallée, Notre-Dame et Ste-Jeanne-d'Arc. Je ne vois pas pourquoi, il ne donnerait pas d'argent à l'école Père-Lacombe aussi», maintient Lucien Duigou.

La nouvelle école sera composée de classes allant de la maternelle à la sixième année.

➤ *Personnalités*

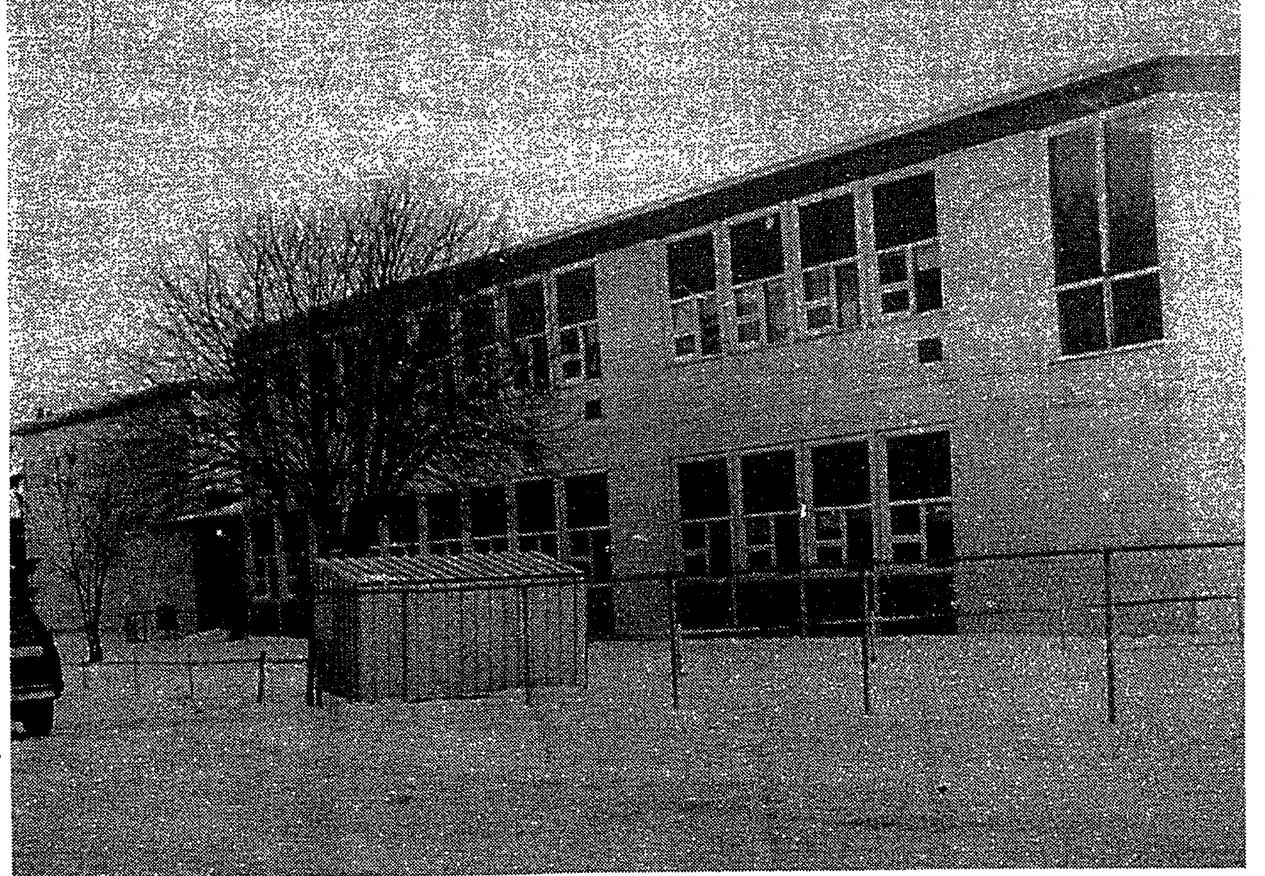
Souhaits humoristiques

... *à lire en page 3*

➤ *Le Misanthrope*

Molière à la moderne

... *à lire en page 6*



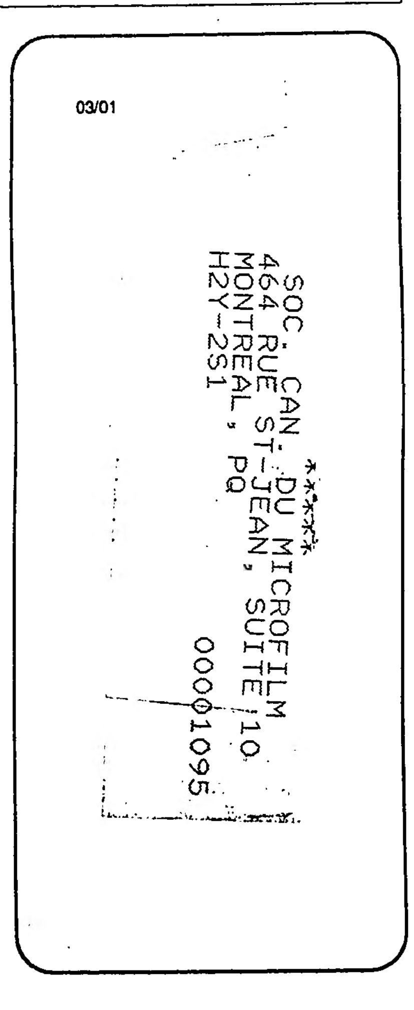
(Photo Carole Thibeault)

➤ *Agriculture*

Nouveau commerce en Amérique

... *à lire en page 7*

La nouvelle école homogène française Père-Lacombe est située sur la 131ième Avenue, au niveau de la 107 ième Rue à Edmonton. Au moins 110 élèves, de la maternelle à la 6ième année y suivront leurs cours en septembre 1992.



• Déficit

«Le gouvernement doit rendre des comptes aux Canadiens»

Denis Désautels

OTTAWA(APF): «Il est temps que le gouvernement fédéral informe les Canadiens de sa performance dans sa lutte contre le déficit», estime le vérificateur général du Canada.

Nouveau venu au sein de la fonction publique fédérale, le vérificateur général, Denis Désautels, croit que les gestionnaires et les ministères doivent mieux rendre compte de ce qu'ils ont réussi à faire, ou à ne pas faire, avec l'argent des contribuables.

«Le gouvernement fait de la réduction du déficit un enjeu et il demande aux Canadiens d'accepter les sacrifices qu'elle impose. Il me semble logique, écrit M. Désautels dans son premier rapport annuel, que le gouvernement doive à son tour renseigner la population, non seulement sur ses plans pour réduire le déficit, mais aussi sur la mesure dans laquelle il a réussi à le réduire».

Puisque le déficit accumulé, qui se situait à 358 milliards au 31 mars 1990, préoccupe grandement les Canadiens, M. Désautels suggère au gouvernement la création d'une «carte de pointage» où les résultats seraient comparés aux prévisions budgétaires, et les écarts importants expliqués dans un style clair et facile à lire.

«C'est là une pratique courante dans le monde des affaires et je ne comprends pas pourquoi le gouvernement n'y a pas recours» écrit le vérificateur dans son rapport.

Pour illustrer l'importance d'évaluer les résultats atteints par le gouvernement, M. Désautels cite le ministère de l'Agriculture qui, dit-il, a lancé de nouveaux programmes «sans avoir mesuré et évalué comme il se doit les résultats antérieurs». Autre exemple: les fonds de pensions des employés fédéraux. Le gouvernement a emprunté au fil des années la rondelette somme de 71 milliards à même les comptes de pensions des employés pour financer ses déficits budgétaires annuels, et cela sans jamais avoir évalué l'impact de cette politique sur les finances publiques? A la fin de 1989-1990, cette somme représentait environ 18 pour cent de la dette publique brute de 399 milliards! A ce rythme, 23 pour cent de la dette publique du gouvernement proviendra en 1994-95 de la somme due aux comptes de pensions des employés.

Il ne faut pas chercher bien loin les exemples justifiant un plus grand examen critique des dépenses. Ainsi M. Désautels déplore que le gouvernement refuse toujours de lui procurer les reçus des frais de déplacements des ministres, de même que de l'information sur les raisons précises qui ont incité les ministres à utiliser les avions mis à leur disposition par la Défense nationale.

Le gouvernement prétend que les ministres sont directement responsables de leurs actes et de leurs dépenses auprès de la Chambre des communes et des Canadiens. M. Désautels estime pour sa part que le gouvernement comprend mal son travail de vérificateur, et qu'il ne s'agit nullement pour lui de se substituer à l'autorité de la Chambre des communes.

• Autochtones

Le Ministre réitère le programme de soutien à l'éducation postsecondaire

VANCOUVER - M. Tom Siddon, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC), a réitéré l'engagement du gouvernement fédéral concernant le Programme de soutien à l'éducation postsecondaire pour les Indiens et les Inuit.

S'adressant au chef Saul Terry, président de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique, et à un groupe d'étudiants autochtones de la Colombie-Britannique, le Ministre a rejeté les accusations à l'effet que le programme avait subi des coupures dans la province. En Colombie-Britannique seulement, le programme a passé de 22 millions de dollars à environ 32 millions de dollars au cours des trois dernières années et le nombre d'étudiants a augmenté de 2 700 à 3 800.

Il a indiqué que pour l'ensemble du pays, les dépenses fédérales en matière d'éducation postsecondaire des autochtones ont presque doublé depuis 1986-1987 et que des fonds supplémentaires ont été accordés en avril dernier lorsque le Premier ministre a annoncé une augmentation du budget de 320 millions de dollars échelonnés sur les cinq prochaines années. Les dépenses annuelles consacrées à l'éducation postsecondaire passeront de 190 millions de dollars en 1991-1992 à 242 millions de dollars en 1995-1996.

Cela représente un investissement de plus d'un milliard de dollars dans l'avenir des jeunes autochtones du Canada pour une période de cinq ans.

Malgré les sévères restrictions budgétaires imposées dans plusieurs domaines, les dépenses pour l'éducation postsecondaire des Indiens et des Inuit de tout le pays continueront d'augmenter sensiblement. Il a ajouté que bien qu'il y ait des limites au montant que le gouvernement fédéral peut investir, même dans un domaine très important comme celui-ci, l'engagement du gouvernement fédéral est clair.

«Ici en Colombie-Britannique, les bandes et les administrateurs scolaires indiennes administrent elles-mêmes 100 p. 100 du budget, a déclaré le Ministre. À l'échelle nationale, elles gèrent 87 p. 100 du budget et nous espérons que prochainement elles en administreront la totalité. Les dirigeants, les bandes et les administrations indiennes prennent les décisions importantes relatives au financement des étudiants selon la collectivité et les besoins individuels. De concert avec le gouvernement fédéral, ils doivent s'assurer que les fonds disponibles soient utilisés de façon à en retirer le plus grand profit.»

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a accordé, au cours de la présente année financière, des ressources qui devraient permettre d'accorder des fonds à tous les candidats admissibles.

Ce programme est un programme spécial en vertu duquel de généreuses bourses sont accordées; en outre, pour de nombreux étudiants les sommes allouées sont exonérées d'impôt. Une famille monoparentale type (deux enfants) recevra environ 1 200$ par mois en frais de subsistance, De plus, l'on prévoit l'octroi de fonds destinés à couvrir les dépenses liées aux cours, à l'achat de livres et de fournitures ainsi qu'aux déplacements. Aucun examen des ressources de l'étudiant n'est effectué.

Une population éclairée et instruite est essentielle à la prospérité de ce pays et à sa compétitivité sur le marché international. L'investissement du gouvernement fédéral dans l'éducation des quelque 22 000 étudiants indiens et inuit qui fréquentent cette année les collèges et les universités témoigne du désir de voir les jeunes autochtones jouer un plus grand rôle dans l'économie du pays. L'éducation postsecondaire est également l'une des voies qui permettra aux peuples autochtones du Canada d'atteindre une plus grande autonomie et l'autosuffisance.

• Consultation constitutionnelle

La FCFA du Canada réclame une sixième conférence

OTTAWA - «La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) réclame du gouvernement fédéral qu'il crée une sixième conférence d'orientation qui portera et débattra spécifiquement de l'avenir des communautés de langue officielle du pays» a déclaré aujourd'hui le président de cette organisation, monsieur Raymond Bisson, à la suite des annonces faites par Ottawa pour relancer son processus de consultation constitutionnelle.

«Cette annonce ne reflète aucunement les promesses faites par le gouvernement fédéral de donner à nos communautés une juste place dans le processus de consultation constitutionnelle. Aucune des cinq conférences annoncées ne touche l'ensemble de notre réalité. Ainsi, à la conférence «Citoyenneté et diversité», nos préoccupations risquent d'être noyées dans le débat entourant la société distincte et la clause Canada. C'est inacceptable» de dire le président.

Avant que l'Accord du Lac Meech ne tombe en juin 1990, le gouvernement fédéral s'était engagé par écrit à faire en sorte que les préoccupations des communautés francophones et acadienne fassent partie de l'ordre du jour de la ronde constitutionnelle qui allait suivre.

«Nous avons toujours démontré notre bonne volonté à collaborer à la démarche fédérale mais notre patience commence à sérieusement s'effriter. C'est maintenant le temps pour le gouvernement fédéral d'agir afin d'avoir une discussion franche sur le sort qu'on réserve aux communautés de langue officielle» de poursuivre monsieur Bisson.

Dans une lettre qu'elle a fait parvenir au ministre responsable des Affaires constitutionnelles, Joe Clark, la Fédération précise qu'elle comprendrait «fort mal qu'un tel forum ne soit pas organisé» et que les communautés francophones et acadienne «ont en effet plus d'une raison d'être inquiètes du fait que plusieurs acquis pourraient être mis en péril advenant une dissolution de notre régime actuel».

«À titre de Canadiennes et Canadiens et à titre de groupes visés directement par la Constitution, nos communautés doivent bénéficier, pour le présent processus de réforme constitutionnelle et pour les initiatives futures des gouvernements sur cette question, d'une représentation qu'elles considèrent légitime. Nous sommes encore prêts à collaborer dans un esprit constructif» de conclure monsieur Bisson.

La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada est un organisme national voué à la défense et à la promotion des droits des francophones du Canada à l'extérieur du Québec. Cette fédération regroupe les associations francophones de neuf provinces et deux territoires ainsi que des associations nationales à vocation sectorielle.

Quelques souhaits pour nos personnalités nationales et franco-albertaines

par PIERRE BRAULT

EDMONTON - En ce début de l'an 1992, il me fait plaisir de formuler des souhaits à l'endroit des personnalités nationales et franco-albertaines que vous connaissez tous assez bien. Je le fais en y mettant une touche humoristique pour bien commencer l'année.

Brian Mulroney: Qu'il s'entoure de conseillers enthousiastes et qui ont des idées.

Jean Chrétien: Qu'il décroche de l'ère Trudeau. Il y a eu la trudeaumanie, mais il n'y aura jamais de chrétienmanie.

Audrey McLaughlin: Une aile NPD québécoise forte sans ex-felquiste.

Joe Clark: D'inclure les francophones hors Québec dans son processus.

Robert de Cotret, Secrétaire d'État: Qu'il réussisse à convaincre le Cabinet Mulroney d'autoriser l'entente Canada/Communauté avec les francophones de l'Alberta.

Lucien Bouchard: Un bloc québécois et non un bloc de glace.

Robert Bourassa: Des propositions constitutionnelles basées sur l'économie.

Frank McKenna: Que l'opposition officielle, le CoR, ne lui écrase pas le gros orteil.

Bob Rae: Que sa charte sociale lui permette de remettre l'économie de l'Ontario sur le bon chemin.

Raymond Bisson, président de la FCFA du Canada: Un discours et des positions très fermes face au fédéral et aux propositions constitutionnelles.

Don Getty: De contenter tous ses amis avant de prendre sa retraite.

Ray Martin: D'avoir la chance de démontrer aux Albertains qu'il peut être un bon Premier ministre.

Laurence Decore: Une meilleure visibilité en 1992.

Yolande Gagnon: De continuer son beau travail comme députée et critique libérale en éducation.

Claude Berlioz du Consulat général de France: Des Jeux olympiques d'hiver à Albertville SUPER.

Jean-François Roederer, attaché culturel: Encore plus de tournées d'artistes français dans l'Ouest.

Peter Dunn du Bureau du Québec: une visite au journal Le Franco au cours de 1992 et des tournées plus fréquentes d'artistes québécois dans l'Ouest.

Jane Reimer, mairesse d'Edmonton: De trouver enfin un endroit pour y installer son dépotoir.

Al Duerr, maire de Calgary: un appui constant à la communauté francophone de Calgary.

Deni Lorieau du Commissariat aux langues officielles: Beaucoup, beaucoup de revendications de la part des francophones. Et qu'il devienne l'accompagnateur officiel des différentes personnalités politiques qui visitent notre province.

Jean-Denis Dalphond: Encore plus de plaintes de la part du journal Le Franco, surtout le vendredi vers 16h.

Denis Tardif, président de l'ACFA: Une vraie entente Canada-Communauté répondant aux besoins des Franco-Albertains.

Claudette Roy, présidente de la F.P.F.A.: De nombreuses autres écoles homogènes françaises, notamment à Lethbridge.

Annette St-Pierre, présidente de la FAFA: Une fédération dynamique qui réunit tous les aînés franco-albertains.

Ghislaine Allard, présidente de FJA: Que les solutions du dossier de l'éducation postsecondaire permettent enfin aux jeunes de l'Ouest et particulièrement de l'Alberta d'étudier chez-eux en français.

Evelyne St-Amant-Hubert, présidente de l'AMFA: Une association forte où tous les parlants français de toutes nationalités de l'Alberta pourront s'épanouir.

Jean-Antoine Bour, doyen de la Faculté St-Jean: Des étudiants résolus à utiliser la langue française en TOUT TEMPS.

Jean Johnson, de l'Éducation permanente: Une meilleure visibilité et plus de dynamisme dans son marketing.

Denis Lord et Denis Collette, SRC en Alberta: Une radio et une télévision française régionale encore plus près de la communauté francophone.

A nos artistes, nos professionnels, nos commerçants, nos bénévoles: Une implication encore plus marquante dans la vie culturelle, économique, sociale et commautaire de la communauté francophone.

• Comité Beaudoin-Dobbie

La FCFA demande la consolidation de la dualité linguistique

OTTAWA - La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada a demandé au gouvernement fédéral une clause de consolidation de la dualité linguistique de même qu'une place équitable de ses communautés à la table des négociations constitutionnelles.

Voilà essentiellement le message livré par le président de la FCFA du Canada, Raymond Bisson, lors de sa comparution devant le Comité constitutionnel Beaudoin-Dobbie.

«Au cours des ans, le discours constitutionnel du gouvernement fédéral, tout en évitant soigneusement de s'avancer sur la clause de promotion a perdu de son élan pour passer de la protection de la dualité linguistique à la préservation de celle-ci. Quel sera le prochain mot utilisé? Tolérance? Alors notre Constitution pourra se lire ainsi: «la dualité linguistique au pays doit être tolérée au Canada. Vraiment, c'est régressif et inquiétant» de dire monsieur Bisson.

«Comment voulez-vous que les provinces et les territoires nous respectent quand le gouvernement fédéral lui-même n'est pas capable de s'avancer vers nous en incluant une clause de consolidation de la dualité linguistique canadienne? Il y va de notre identité nationale» de poursuivre le président.

«Nous sommes bien prêts à faire notre travail, que nous accomplissons d'ailleurs, mais le gouvernement fédéral doit aussi faire le sien et être proactif. Il doit même faire un pas plus loin sur la définition de la dualité linguistique» a-t-il encore dit.

La Fédération a proposé que la clause interprétative de la dualité linguistique se lise comme suit: Toute interprétation de la Charte doit concorder avec le maintien des deux langues officielles du Canada et l'épanouissement et le développement, linguistique et culturel, des communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire. La Fédération a également recommandé d'inscrire à l'intérieur d'une telle clause la responsabilité des gouvernements de favoriser l'épanouissement et le développement, linguistiques et culturels, des communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire.

Quant à la représentation garantie des communautés francophones et acadienne au Sénat, il s'agit pour la Fédération d'une exigence incontournable.

«Il serait tout à fait inacceptable de rejeter l'idée d'une représentation garantie pour nos communautés au motif que se serait là ouvrir une trappe trop dangereuse. La représentation garantie que nous exigeons aujourd'hui repose sur une base historique et une nécessité absolue et indispensable à la mise en place de la majorité double. Tous les éléments de la réforme du Sénat forment un tout indivisible, c'est ce qu'il ne faut jamais perdre de vue» de dire encore le porte-parole.

Sur le partage des pouvoirs, la Fédération estime que le gouvernement fédéral doit préserver une capacité générale d'intervenir, au besoin avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, pour soutenir les communautés francophones et acadiennes. Pour ce faire, il doit, entre autres, garder son pouvoir de dépenser.

Enfin, le président Bisson s'est dit grandement préoccupé par la place accordée aux communautés francophones et acadienne dans le processus de consultation constitutionnelle.

«En effet, nous considérons à l'heure actuelle que nous ne faisons pas partie des groupes qui comptent une voix officielle à la table des négociations. Nous voulons que notre participation soit distinctement reconnue dans le processus de la réforme constitutionnelle et ce, du début jusqu'à la fin. Ce que nous voulons, c'est une conférence avec, d'une part des membres de nos communautés, et d'autres part, des membres du Cabinet fédéral, dont M. Clark, qui nous permettra d'aborder directement l'avenir des communautés de langue officielle. Ce qui inclut aussi notre participation aux autres conférences» de conclure le président.

• Fonction publique

Le nombre de postes bilingues est stable

OTTAWA(APF): Le nombre de postes bilingues dans la fonction publique fédérale est demeuré stable depuis 1984 pour se situer à 29 pour cent, indique le dernier rapport du Conseil du Trésor portant sur les langues officielles dans les institutions fédérales.

Sur les 213 410 postes de la fonction publique, 62 807 étaient bilingues. La majorité de ces postes sont évidemment concentrés dans la capitale nationale (38 502 postes).

Le Québec est la province où il y a le plus de postes bilingues dans la fonction publique fédérale avec 54 pour cent, alors que la population anglophone de cette province n'est que de 850 000.

En Ontario où la population francophone est estimée à plus de 484 265, soit 5.3 pour cent de la population, le nombre de postes bilingues dans la fonction publique fédérale est de 8 pour cent.

Au Nouveau-Brunswick, 38 pour cent des 7 000 postes sont bilingues, alors que la population francophone est de 33 pour cent. Les francophones de cette province forment 31 pour cent de la fonction publique fédérale.

Dans l'Ouest et dans le Nord canadien, 3 pour cent des postes de la fonction publique fédérale sont bilingues. Dans les autres provinces de l'Atlantique, 6 pour cent des postes sont bilingues.

La fonction publique fédérale reflète bien la dualité linguistique ailleurs dans le monde, puisque 64 pour cent des postes à l'étranger sont bilingues. Le quart des fonctionnaires en poste à l'étranger sont des francophones.

Un total de 86 pour cent des employés satisfaisaient aux exigences linguistiques de leur poste en 1991. Selon le Conseil du Trésor il s'agit d'un progrès de 1 pour cent par année depuis deux ans. Il reste que 14 pour cent des fonctionnaires ne remplissent toujours pas les exigences linguistiques.

Pour ce qui est du service au public, 87 pour cent des fonctionnaires occupant des postes bilingues pouvaient offrir un service au public dans les deux langues officielles.

Dans l'ensemble, 28 pour cent des fonctionnaires fédéraux étaient des francophones, comparativement à 72 pour cent du côté anglophone. Les fran-

...suite en page 6

• Femmes Chrétiennes

On invite St-Nicolas à la fête

par ARLETTE DHUICQUE

ST-PAUL - Chaque année notre communauté peut compter sur les Femmes Chrétiennes pour fêter Noël. Mardi 2 décembre avec leurs membres et leur famille, elles ont reçu St-Nicolas «à la fortune du pot» dans la grande salle du Centre Culturel. Ce fut un véritable banquet réunissant une centaine de personnes dont de nombreux enfants.

Accueilli par les tout petits émerveillés, il arrivait avec sa besace pleine de friandises.

L'assemblée entonnait **St-Nicolas, Patron des Écoliers, apporte nous des bonbons plein nos petits paniers...** Ce très vieux chant des Vieux Pays était une surprise bien émouvante; il arrivait de bien loin et n'avait pas été oublié.

Saint Nicolas, évêque de Myre, en Turquie, en 1600, était réputé pour sa générosité et son grand amour des enfants. Il est donc arrivé avec sa mitre et sa crosse pour distribuer des bonbons à nos tout petits.

Les premiers immigrants hollandais et allemands, venus en Amérique, l'appelaient San Klauss et sa légende s'étant perpétuée au cours des siècles, il est devenu notre Père Noël, vieillard souriant, à barbe blanche et vêtu de rouge. Nous savons qu'il vient du Pôle Nord, à travers le ciel, la nuit de Noël, pour déposer des jouets dans les cheminées.

La Nativité fête, d'un enfant est aussi celle de tous les enfants. C'est la divine nuit et Père Noël leur donnant la joie d'un jouet, même le plus humble, les emporte dans le monde du rêve, celui du Merveilleux.

Les francophones du Sud-Est du Nouveau-Brunswick

Une lutte constante et éprouvante

L'Acadie, nommée ainsi en référence à l'Arcadie, cette très majestueuse contrée montagneuse de l'ancienne Grèce, doit composer aujourd'hui avec des défis majeurs, principalement au plan linguistique. De surcroît, les Acadiens du sud-est du Nouveau-Brunswick ainsi que ceux du sud, particulièrement à Fredericton et Saint-Jean, vivent sous la sérieuse et constante menace du géant anglais.

par : Ted Parisé

La côte, les plages, les quais... bref, la mer. Voilà ce qui caractérise cette magnifique région: de Kouchibouguac avec son parc national, à Cap Pelé, pays des boucanières, en passant par Bouctouche, pays de la Sagouine. Le sud-est c'est aussi Moncton, où on retrouve l'université des Acadiens; Dieppe, la plus grande ville acadienne, et la vallée de Memramcook, berceau de l'Acadie où conventions et manifestations culturelles et éducatives se succèdent depuis plus d'un siècle.

Une seule des six circonscriptions de la région immédiate de Fredericton a échappé à l'emprise du CoR.

Le sud-est peut être divisé en deux territoires distincts, soit le comté de Kent (plus au nord) et celui de Westmorland (à l'extrême sud-est). Ces deux régions rendent perplexes par leurs similitudes et leurs différences. Bien que Kent dispose d'une population à majorité francophone (74 pour cent ou 23,455 habitants), la région fait face à un grave problème d'assimilation, mais surtout d'analphabétisme. Le taux d'analphabétisme excède facilement les 25 pour cent. En revanche, Westmorland compte beaucoup moins d'analphabètes, mais les francophones ne comptent que pour 37,1 pour cent de la population, soit 41,220 habitants.

Les autres francophones du sud se retrouvent à Fredericton, capitale provinciale, et à Saint-Jean, métropole provinciale. Selon les statistiques du recensement de 1986, seulement 1,560 francophones demeurent dans la région immédiate de Fredericton, et 3,955 à proximité. On comptait par ailleurs 3,815 francophones à Saint-Jean. Par contre, la directrice de section de la Société des acadiens et acadiennes du Nouveau-Brunswick (SAANB), Mme Thérèse McLaughlin, affirme que le nombre de francophones dans la région de Fredericton atteint plutôt les 5000 personnes, alors qu'à Saint-Jean, on en compte près de 10,000. "Plusieurs personnes ont peur de s'afficher comme francophones", de dire Mme McLaughlin.

Dans les régions de Fredericton et de Saint-Jean, on parle davantage de survivance que de promotion.

C'est dans cette région que le parti CoR (Confederation of Regions) a fait le plus de ravages lors des dernières élections provinciales. Une seule des six circonscriptions de la région immédiate de Fredericton a échappé à l'emprise du CoR.

Une lutte épuisante

Foncer, piocher, éduquer, confronter font partie du quotidien de cette guerre éternelle des francophones du sud et du sud-est du Nouveau-Brunswick. Heureusement, les Acadiens ont su se structurer et former une quantité impressionnante d'institutions. On n'a qu'à penser à la SAANB ou à la Société nationale des Acadiens (SNA), toutes deux vouées à la défense du peuple acadien.

Au sud-est, où les anciennes expressions acadiennes, le rythme nord-américain et l'anglais s'amalgament mystérieusement, la promotion du français n'a permis jusqu'ici que de préserver le statu quo. Les Acadiens doivent toujours se battre pour des services adéquats en français. L'affichage commercial tout comme la toponymie donnent un visage bien anglophone à la région, pourtant typiquement acadienne. Promotion de l'histoire, projet de radio communautaire française, francisation sont les chevaux de bataille des nationalistes du sud-est.

D'autre part dans les régions de Fredericton et de Saint-Jean, on parle davantage de survivance que de promotion. Les francophones vivent une réalité abominable qu'ils ne veulent tout simplement pas voir en face, afin de poursuivre la lutte. Une énergie constante doit être déployée pour seulement arriver à affirmer sa présence et la faire reconnaître par la communauté anglophone. Il faut souvent travailler en cachette, à l'abri du méchant loup anglais, pour réaliser ses projets.

Le sud-est ne peut compter que sur une économie chancelante, basée en grande partie sur l'industrie des pêches, dont l'apogée est une histoire du passé. L'employeur principal de toute cette région est la région urbaine de Moncton. Son rôle est cependant limité. Mais les emplois se trouvent surtout dans la région de Moncton et ses environs.

La tenue du Congrès mondial acadien, qui aura lieu en 1994 au sud-est du Nouveau-Brunswick, pourrait contribuer à l'essor acadien de cette région.

En outre, le secteur tertiaire de Fredericton attire surtout les francophones au sein de la fonction publique provinciale. Saint-Jean, pour sa part, connaît une économie relativement diversifiée grâce à son port de mer, ses raffineries et ses autres industries secondaires.

La tenue du Congrès mondial acadien, qui aura lieu en 1994 au sud-est du Nouveau-Brunswick, pourrait contribuer à l'essor acadien de cette région. Rencontres de familles, forums de concertation et événements culturels ne sont que quelques activités de grande envergure que propose cette grande rencontre internationale des Acadiens de la diaspora.

Deux communautés égales

La reconnaissance de l'égalité des deux communautés linguistiques remonte aux années '60. Bien que l'adoption de la Loi sur les langues officielles ait apporté un certain nombre de privilèges aux Acadiens, ceux-ci seraient beaucoup plus rassurés si les gouvernements voulaient bien enchâsser la Loi 88 dans la Constitution. Les politiciens se bornent à vouloir restreindre leurs engagements et n'enchâsser que les principes, plutôt que les articles de cette loi.

Venus pour rester

Si le Québec devait partir, les Acadiens pourraient toujours se dire qu'eux, ils sont venus pour rester, comme le soutient le slogan marquant les fêtes du 350ième anniversaire de l'Acadie.

Il faut admettre que le départ du Québec créerait une blessure inguérissable. Toutefois, à cause de la distance qui les sépare du Québec, les gens du sud et du sud-est du Nouveau-Brunswick se sentent certainement moins menacés par la séparation du Québec que leurs voisins du nord et du nord-est de la province.

■ Ted Parisé est journaliste au journal Le Moniteur, à Shédiac.

Une série de l'Agence de presse francophone

Les enfants du DIVORCE ... à venir?

Qui sont ces francophones canadiens éparpillés d'un bout à l'autre du pays, ceux qu'on appelait jusqu'à tout récemment "les francophones hors Québec"? Qui sont ces enfants du divorce qui pourrait survenir entre le Canada, père et pourvoyeur de l'aide financière aux communautés de "langue officielle", et le Québec, la mère patrie? Quels sont leurs attentes, leurs espoirs, et leurs craintes face à l'avenir?

Erratum

Une erreur s'est glissée dans l'article «À la recherche de nos ancêtres» du 6 décembre dernier.

Les personnes nommées ne sont pas propriétaires de la Société généalogique du Nord-Ouest. Cette société n'est que dirigée par un exécutif élu par les membres. À l'assemblée générale annuelle du 27 novembre cinq personnes ont été élues à cet exécutif et à leur première rencontre, ceux-ci ont élu leurs officiers. Élus pour un an: Hilaire Fortier, président; Georgette Brodeur, vice-présidente; Normand lefaivre, secrétaire; Père Maurice Beauregard, trésorier; Marie Beaupré et Pauline Vaugeois, conseillères.

Tous sont bénévoles et offrent leurs services aux heures d'ouvertures: lundi de 18h30 à 21h30; mercredi de 10h00 à 15h00 et de 18h30 à 21h30. Fermée pour les Fêtes, la bibliothèque sera ouverte à partir du 6 janvier, pièce 200, 10008 - 109 Rue.

ÉPHÉMÉRIDES

Décembre

4	5	6	7	8	9	10
1969 Grand «pow-wow» dans le gymnase de l'école Résidentielle d'Hobbéma, Alberta	**1969** Inauguration de la cafétéria commune, à l'école Résidentielle d'Hobbéma, Alberta	**1918** À Delmas, une épidémie de fièvre scarlatine atteint 27 élèves	**1944** Les SASV célèbrent la Messe de Minuit avec les internés japonais de Slocan City, C.-B.	**1910** Arrivée des SASV à Wetaskiwin, Alberta	**1955** Meurtre de l'abbé Alfred Quirion, curé à Saint-Edouard, Alberta	**1941** Arrivée de Lise Chartrand, première et unique pensionnaire chez les SASV de Thérien



EDITORIAL

par Pierre Brault

SRC Bonjour

Si on en croit la Coalition pour une télévision de langue française en Acadie, le président de la Société Radio-Canada, M. Gérard Veilleux, aura beaucoup à faire au cours de l'année qui débute pour remplir une promesse qu'il a faite d'assurer une plus grande présence des régions au réseau.

Selon un relevé de 26 émissions examinées par un comité de la coalition, la seule émission qui remplie réellement son mandat dans ce domaine est SRC BONJOUR. Et c'est facile d'en conclure que lorsque des artisans reçoivent un mandat clair, net et précis, ils s'acquittent bien de leur tâche. Il faut aussi dire que cette émission réveil-matin est produite par la station régionale d'Ottawa et non par Montréal. SRC BONJOUR a bien compris le nouveau mandat de la Société Radio-Canada. Bravo à sa vaillante équipe d'artisans. C'est un bon début.

Il faut aussi ajouter que les émissions «le Jour du Seigneur», «De Village en Village» et les «Dossiers des Beaux-Dimanches» font leur part pour inclure les francophones des différentes régions du Canada.

Mais on peut se demander ce qu'attendent les équipes du Téléjournal et du Point pour rentrer dans le rang?

La tour de la Société Radio-Canada à Montréal ne semble pas assez haute pour permettre aux artisans de ces deux émissions de voir au delà des frontières québécoises. Ça fait des décennies qu'on demande aux artisans de la radio et de la télé française de la SRC à Montréal de s'ouvrir au pays tout entier. Malheureusement le message ne passe pas.

Pourtant il serait si facile d'établir des critères équilibrés de priorités des nouvelles et des sujets à traiter. On se défend sur la concurrence de la télévision au Québec. C'est trop évident. Mais la SRC à Montréal n'a pas un mandat régional mais un mandat national et c'est ça qu'il faut que tous ceux qui travaillent dans cette immense tour (d'ivoire) se mettent dans la tête, une fois pour toutes. Ce n'est pas sorcier, il s'agit simplement d'y mettre un peu de bonne volonté. On ne veut rien savoir des courses aux BBM (cotes d'écoutes), ce qu'on veut c'est une information adéquate et équilibrée.

Pour leur part, les autres stations du réseau ont un mandat régional qu'il doivent remplir adéquatement tout en alimentant le réseau. Et ici, en Alberta, il y a eu une amélioration mais il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour qu'on puisse dire que la radio et la télévision françaises remplissent leur mandat et sont au service de la communauté franco-albertaine. La présence des émissions de télé et de radio dans les différentes régions s'est accrue au cours de la dernière année et c'est tant mieux. Du côté radio, «Prochaine Vague» a visité les jeunes ; «Au Café Show» a aussi fait quelques sorties remarquées.

«Plutôt pour Vous» joue une rôle important dans la vie quotidienne des gens à l'heure du lunch. C'est un moment de détente qu'ils apprécient. «La Carte de Visite» en après-midi permet d'entendre les nouveautés du disque compact et est une autre occasion de s'offrir des moments agréables.

Mais il serait peut-être intéressant que l'émission d'affaires publiques «Point de Rencontre» aille à intervalles chercher le pouls de la population francophone de la province sur les dossiers chauds comme les propositions constitutionnelles, le chômage, le problème de l'agriculture dans l'Ouest et combien d'autres sujets en se rendant sur place réaliser leur émission.

Du côté télé, le choix d'émissions régionales est restreint. Il n'en reste pas moins que «Alberta Ce Soir» et le «Dossier» sont assez intéressants et qu'on sent qu'on fait un effort pour se rapprocher de la communauté. La couverture du Rond-Point en est un bel exemple.

La SRC ne doit jamais oublier que la loi de la radiodiffusion exige que la SRC à titre de radio et télédiffuseur public national reflète la globalité canadienne et rende compte de la diversité régionale du pays, tant au plan national qu'au niveau régional, tout en répondant aux besoins particuliers des régions.

À vous de jouer, M. Veilleux.

COMMENTAIRE

• Débat constitutionnel

La solution: le respect de la dualité du Canada

Lors de sa comparution devant la Commission Dobbie-Beaudoin, la FCFA du Canada a bien démontré qu'il y a au moins une solution aux problèmes constitutionnels actuels.

Le président Raymond Bisson a d'ailleurs dit aux membres de la commission que les réformes de la Constitution proposées par le fédéral étaient inacceptables parce qu'elles trahissent un point fondamental du pays d'un océan à l'autre, soit la dualité du Canada.

M. Bisson a mis le doigt sur le «bobo». Le fédéral ne s'est pas rendu compte que ses propositions laissent les francophones hors Québec et les anglophones au Québec non-protégés. C'est à notre avis une omission incroyable.

La FCFA du Canada a insisté non seulement sur la préservation mais surtout sur la «promotion». Le message était clair et sans équivoque. «Chaque interprétation de la Charte doit être compatible avec le maintien des deux langues officielles du Canada et l'épanouissement et le développement, linguistiques et culturels, des communautés de langues officielles en milieu minoritaire.»

Voilà le complément parfait à la clause de «société distincte» que réclame le Québec. Il reconnait le besoin de promouvoir le français au Québec. Il reconnait aussi, dans un même temps, le besoin d'aider, de promouvoir le français dans les neuf autres provinces et l'anglais au Québec pour que ces communautés atteignent leur plein épanouissement.

Il est aussi évident que la Charte doit être interprétée de façon à assurer la préservation et la promotion du Québec comme société distincte à l'intérieur du Canada.

Il ne faut jamais que les politiciens oublient qu'il y a une grande différence entre le mot «préserver» et le mot «promouvoir». Et cette différence c'est une question de vie ou de mort pour deux importantes communautés de langues officielles au Québec et ailleurs au Canada.

Si Brian Mulroney veut voir le pays uni, veut voir le Québec reconnu comme société distincte à l'intérieur du Canada, il se doit, malgré le fait que l'idée ne vient pas de lui, de tenir compte et surtout de travailler à partir de cet important élément de solution déposé sur la table par la communauté nationale de langue française, une communauté qui a toujours été laissée pour compte dans tout ce débat constitutionnel. La FCFA du Canada vient de démontrer au fédéral qu'elle est un intervenant de premier choix dans tout ce débat constitutionnel. Le Premier ministre du Canada, s'il a réellement à coeur l'avenir du Canada, n'a pas d'autre choix que d'inviter les francophones hors Québec à la table des négociations constitutionnelles, tout comme les autochtones, d'ailleurs.

LE FRANCO

APF

OPSCOM

Directeur-rédacteur: Pierre Brault
Adjointe-administrative: Micheline Brault
Correspondant national: Yves Lusignan
Journaliste: Carole Thibeault
Graphiste: Marc Vaillancourt

Toute correspondance doit être adressée à:
Le Franco
8923, 82e Avenue
Edmonton (Alberta)
T6C 0Z2
Tél.: (403) 465-6581
Télécopieur: (403) 465-3647
Abonnement d'un an: 19,26 $ - Étranger: 34,24 $
Courrier de deuxième classe - Enregistrement 1881
Les membres de l'Association canadienne-française de l'Alberta sont automatiquement abonnés au journal en payant leur cotisation à l'ACFA.

L'hebdomadaire Le Franco est imprimé sur les presses de GAZETTE PRESS LTD, à St-Albert, Alberta.

Nous voulons votre opinion!

N.D.L.R. - Nous invitons nos lecteurs et nos lectrices à nous écrire pour nous donner différentes opinions sur les sujets qui les intéressent ou sur les éditoriaux du journal. Écrivez-nous. Soyez concis dans votre présentation et vos idées (max. 300 mots). Signez votre lettre et incluez votre numéro de téléphone. Nous publierons toutes les lettres signées, pourvu qu'elles respectent l'éthique professionnelle du journal.

• Le Misanthrope

Les vers de Molière en costumes modernes

par ALAIN BERTRAND

CALGARY - La pièce de Molière, Le Misanthrope, a été présentée le 13 décembre dernier au Orpheus Theatre par la troupe du Studio Classique de Paris. Cette co-production de l'Alliance Française et de la Société de Théâtre de Calgary a été un franc succès.

Écrite en 1666, cette comédie dramatique oppose la sincérité d'Alceste aux habitudes négatives d'une société motivée par le mensonge. Par contre, Philinte, grand ami de celui-ci, a appris à concilier les défauts de l'être humain et même à s'y habituer. Alceste, se croyant parfait, n'accepte pas les défauts de son entourage: la vanité d'Oronte, l'orgueil sans fondement de Clitandre et la fausse coquetterie de Célimène. L'amour d'Alceste pour Célimène le place dans une situation assez difficile et le mènera éventuellement à sa perte.



Irène Jacob

Le jeu des comédiens est très bien réussi. Christian Rist, le metteur en scène, nous présente sa propre vision du Misanthrope. Pour lui, ce rassemblement de personnages divers est en soi-même une création où règne l'improvisation. L'histoire se crée au fur et à mesure que se développe le dialogue entre les différents personnages, chacun étant un élément pivotant de la pièce. Les costumes modernes permettent aux spectateurs de mieux s'identifier aux personnages. En fait, mis à part le texte en vers, la pièce pourrait facilement être réalité de nos jours.

Grâce à son prix d'interprétation obtenu au Festival du Film de Cannes, la vedette de la soirée était bien entendu Irène Jacob. En interprétant le rôle de la jeune veuve Célimène avec une telle aisance, celle-ci nous a bien montré comment et pourquoi elle a remporté ce prix. Née à Paris et ayant vécu sa jeunesse en Suisse, Irène Jacob fait du théâtre depuis l'âge de 18 ans. À 25 ans, elle a un avenir prometteur au cinéma. Son dernier film, celui pour lequel elle a remporté le prix à Cannes, «La Double Vie de Véronique» sera présenté au Plaza Theatre de Calgary du 5 au 9 février.

• Au Lunch Box Theatre

Jacques Brel is... une ambiance de cabaret



Jacques Brel

par PIERRE BRAULT

CALGARY - Jacques Brel est mort depuis longtemps, mais sa musique est encore bien vivante. À preuve, du 25 novembre au 20 décembre, le Lunch Box Theatre offrait aux Calgariens une sélection des plus belles chansons de Brel, en français et en anglais, dans une ambiance de cabaret.

Jacques Brel is... met en vedettes Lana Skauge, Natascha Girgis et Richard Newman. Diane Stapley, qui a déjà joué dans une production de Brel au début des années '70 dirige Jacques Brel is..., tandis que Paul Knight est venu d'Angleterre pour assurer la direction musicale.

La musique de Brel ne laisse personne indifférente. Elle touche la corde sensible des spectateurs partout où elle passe. Diane Stapley déclare à ce sujet:»Les chansons de Brel ont le pouvoir d'entraîner les spectateurs dans une aventure émotionnelle du début à la fin.»

Les chansons originales françaises ont été traduites par Mort Shuman et Éric Blau qui a dit que «Brel a créé l'art. En et créant cet art, il nous a laissé une idée principale: les valeurs humaines sont plus importantes que toutes les autres et sont supérieures à toutes les autres. Brel est un poète; Brel vit toujours et à jamais.»

• Carnaval de St-Isidore

Déjà 10 ans!

par JEAN-PIERRE GIRARD

ST-ISIDORE- Déjà 10 ans! Le nouveau comité du Carnaval de St-Isidore, sous la direction de la présidente Mme Thérèse Allard, vous réserve plein de surprises quant à la venue prochaine de cette activité régionale et provinciale.

Une nouvelle image

Le comité et les bénévoles veulent faire de ce 10ème carnaval un énorme succès. Une nouvelle image prendra forme sous peu grâce à la venue d'une pétillante mascotte aux couleurs vives et à l'allure sympathique. Le Carnaval de St-Isidore se dote ainsi d'une mascotte qui reflète bien une caractéristique de la faune albertaine. Le comité espère que les gens pourront s'identifier davantage à ce nouveau personnage qu'au bonhomme carnaval qui personnifiait depuis belle lurette le Carnaval de St-Isidore. Le pauvre sera malheureusement destitué de ses fonctions.

Ducs et duchesses

Par le passé, on élisait une reine du Carnaval. Une nouvelle approche tout autant pittoresque que «farfelue» veut que l'on élise, cette année, un couple parmi les ducs et duchesses qui se présentent pour le Carnaval. Cette initiative permet à plus de participants de s'impliquer directement.

Les activités

Il y aura plus d'activités cette année au Carnaval de St-Isidore. L'accent sera mis sur la participation des gens à ce 10ème anniversaire. Voici un avant-goût de ce qui se passera. Il y aura la présence de la radio et de la télévision de Radio-Canada; l'Office national du film nous promet encore cette année un excellent film; il y aura, pour les jeunes de 13 à 17 ans, une soirée de danse au Bar-Bar de St-Isidore. Des artistes locaux nous démontreront leur savoir-faire musical. De plus, l'armée canadienne sera sur place pour donner des ateliers de survie aux jeunes.

Ceci n'est qu'un avant-goût de ce que vous réserve le 10ème anniversaire du Carnaval de St-Isidore 1992. Tous sont invités à venir visiter la belle région de Rivière-La-Paix les 14, 15 et 16 février prochains.

Poste

...suite de la page 3

cophones sont toujours sous-représentés dans les catégories gestion (22 pour cent) et scientifique et professionnelle (23 pour cent). Ils sont encore trop nombreux dans la catégorie du soutien administratif avec 34 pour cent.

A la Gendarmerie royale du Canada, les francophones forment 19 pour cent des effectifs. Près de la moitié des membres de la GRC (49 pour cent) au Nouveau-Brunswick sont des francophones. En Ontario, les francophones au sein de la GRC représentent 15 pour cent des effectifs.

Finalement, le programme des langues officielles à l'intérieur des institutions fédérales a coûté 335 millions en 1990-91, comparativement à 308.4 millions l'année précédente.





• Déclaration de Madrid

Nouvelle orientation du commerce des Amériques

par DONNA GLASGOW

OTTAWA - Les exportateurs de produits agro-alimentaires canadiens devraient se tenir prêts à profiter de l'ouverture des marchés et de la libéralisation des échanges dans les pays d'Amérique latine et des Antilles.

C'est un des messages que les fonctionnaires canadiens ont retenus dans la Déclaration de Madrid, document endossé par les participants à la 10e Conférence inter-américaine des ministres de l'Agriculture, qui s'est tenue en Espagne, cet automne.

«La déclaration de Madrid était un signal pour le Canada, estime David Sherwood, directeur général des Stratégies et des Services internationaux d'Agriculture Canada. Nous allons nous rendre compte que notre avenir est plus étroitement lié à tous les pays d'Amérique. L'intensification du développement en Amérique latine aura un effet sensible sur le commerce agricole canadien... Les liens vont se resserrer dans notre hémisphère.»

La Déclaration porte principalement sur le commerce et le développement agricoles de l'Amérique latine et des Antilles. Elle souscrit à la libéralisation des échanges et à la modernisation de l'agriculture. Bien que le document admette la tendance récente vers l'intégration régionale et sous-régionale, elle souligne qu'il demeure nécessaire de renforcer cette intégration.

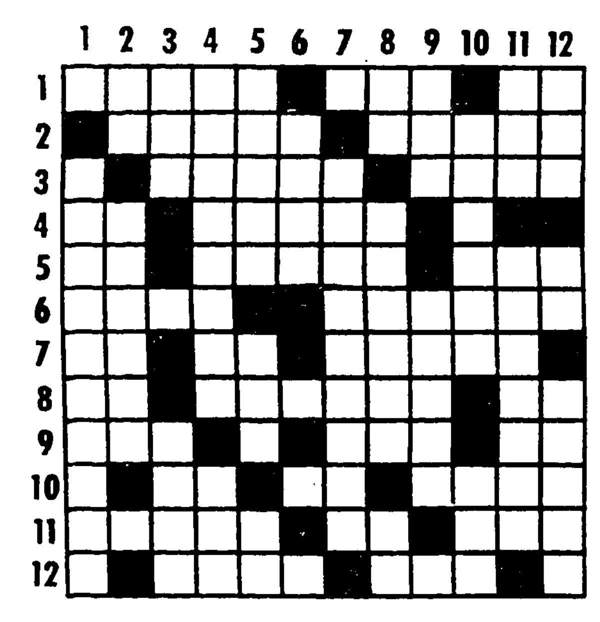
Les participants à la Conférence conviennent que leur problème commun est la guerre commerciale agricole que se livrent la Communauté européenne et les États-Unis. La fin des guerres de subvention et une conclusion heureuse aux négociations du GATT sont les éléments déterminants qui aideront l'Amérique latine à se développer plus rapidement.

«Notre principale préoccupation est l'issue heureuse des négociations commerciales multilatérales, souligne M. Sherwood. Cependant, des ententes commerciales régionales entre les pays d'Amérique, comme l'Accord de libre-

...suite en page 10

AMUSONS-NOUS

mots croisés



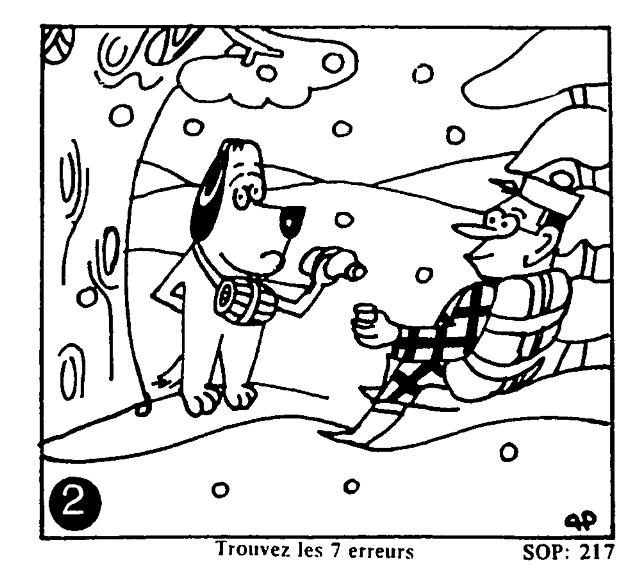
HORIZONTALEMENT

1- Action burlesque. — Se dit au jeu de whist. — Carte à jouer.
2- Miséricorde. — Consacra.
3- Donner de l'air. — Tessons.
4- Soleil. — Anc. mesure de longueur (pl.).
5- Dans preuve. — Lac d'Éthiopie. — Dans la rose des vents.
6- Action de faire partir une arme à feu en prenant le temps de viser. — Fruit.
7- Préf. priv. — De la gamme. — Bravait.
8- Pron. pers. — Joindre. — Poss.
9- Colère. — Choix. — Chiffres romains.
10- Article. — Métal. — Maladie de la peau.
11- Variété de poire grise. — En les. — Prén. de femme.
12- Venues au monde. — Conscience.

VERTICALEMENT

1- Qui peut être prévu.
2- Avant-midi. — Imbiber de vin.
3- Roue à gorge d'une poulie. — Orignal du Canada.
4- Inventeur. — Mesure agraire.
5- Non préparés. — Petit cours d'eau français. — Petit cube.
6- Pont de Paris.
7- Jonction de deux personnes ou de deux choses.
8- Bon pour les chiens. — Prendre vivement. — La sienne.
9- Selle de bête de somme. — Mettre à sec.
10- Plante potagère. — Bière anglaise.
11- Adresse. — Bêtise.
12- Tamis. — Dans. — Acquisition à prix d'argent.



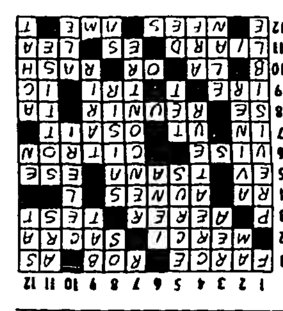


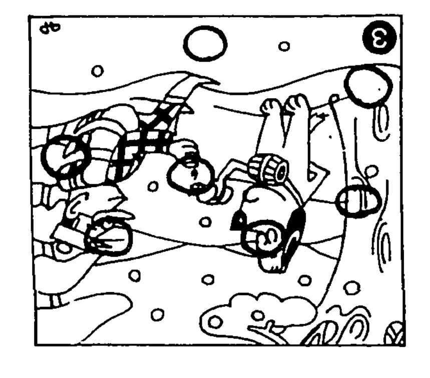
Trouvez les 7 erreurs SOP: 217

solutions

UN VILAIN GOURMAND

Dé-scie-dé-ment-laid-fa-kir-son-dû-radis-g-ré (décidé - ment, les fakirs sont durs à digérer).





Paroisses francophones
Messes du dimanche

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165 Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89 Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30
Lundi au vendredi: 17h

Sainte-Famille à Calgary
1719 - 5e Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

À VOTRE SERVICE

LA PAGE DE L'ACFA

par Lyne Lemieux, directrice-adjointe, Information/Politique

Vous voulez faire connaître vos activités socio-culturelles ? Veuillez nous faire parvenir vos renseignements avant le 15 de chaque mois soit par courrier ou en composant le 466-1680. Nous acceptons les frais d'appel. Ce calendrier est un service gratuit de l'A.C.F.A. provinciale.

CALENDRIER CULTUREL JANVIER 1991

3 SAINT-ISIDORE - Le Bar Bar, club social. Soirée nouvelles farces. Pour plus renseignements: 837-2296.

6 CALGARY - Daddy nostalgie, un film français au Cinéma Plaza, 1133 Kensington Rd. N.W. à 21 h 30

7 BONNYVILLE- Spectacle de marionnettes, cercle Molière Troupe d'enfants du Winnipeg "Le voyage du train" à l'école Notre Dame élémentaire en matinée

9 EDMONTON - Alliance française, reprise des soirées de conversation, #300, 10318 - 82 avenue, tous les jeudis, de 19 h 00 à 21 h 00.

10 SAINT-ISIDORE - Le Bar Bar, club social. Soirée de ski de fond, café spécial. Pour plus renseignements: 837-2296.

10 BONNYVILLE- Ciné-Soleil organisé par les Anti-Coquilles

11 CALGARY - Alliance française, Journée porte ouverte au centre d'étude de l'Alliance française, Suite 301, 902 - 11 avenue S.W. de 10 h 00 à 16 h 00. Pour plus de renseignements: 245-5662.

11 EDMONTON - Alliance française, reprise des déjeuners mensuels, restaurant Boccalino, 10525 avenue Jasper entre 12 h 00 et 12 h 30. Pour plus de renseignements: 426-7313.

jusqu'au
12 ST-ALBERT - Musée héritage, Les Images de Noël. Pour plus de renseignements: 459-1528.

14 EDMONTON - Alliance française, reprise du Club de lecture, #300, 10318 - 82 avenue, à 19 h 00. Pour plus de renseignements: Jean-Claude Châtelet: 452-0391.

15 EDMONTON - Alliance française, reprise des Cours de langue française, #300, 10318 - 82 avenue, à 16 h 30. Pour plus de renseignements: 433-0671.

16 EDMONTON - Alliance française, causerie: «Voix et images de la Chine» avec Martine Chiasson et Mélanie Lizotte, #300, 10318 - 82 avenue, à 19 h 30. Pour plus de renseignements: 433-0671.

16 BONNYVILLE- Conseil régional 17h30 au Centre Culturel

17 SAINT-ISIDORE - Le Bar Bar, club social. Babar médical - ouverture de la clinique médicale à Saint-Isidore. Pour plus renseignements: 837-2296.

17 CALGARY - Uranus, un film français, au Cinéma Plaza, 1133 Kensington Rd. N.W., vendredi le 17 à 19 h 00.

17 EDMONTON - Ligue d'improvisation d'Edmonton, Match régulier, au Théâtre Popicos, 20 h 00.

17 et
18 EDMONTON - L'année dernière à Marienbad, film d'Alain Resnais, au Métro Cinéma, rez-de-chaussée de la Place Canada, 9700 avenue Jasper, pour plus de renseignements: 425-9212.
Un homme raconte qu'il a rencontré une femme accompagnée d'un homme qu'il croit être son mari. Ment-il ou est-ce elle qui lui a menti?

18 CALGARY - Uranus, un film français, au Cinéma Plaza, 1133 Kensington Rd. N.W., samedi le 18 à 21 h 30.

17 au
22 EDMONTON - Comme on est différentes, comme on se ressemble, de Jocelyne Verret, au Théâtre français d'Edmonton. Pour plus de renseignements: 469-0829.

18 ST-ALBERT - Les Amis du musée Héritage vous invitent à une célébration du Jour du Fondateur. Pour plus de renseignements: 459-1528

19 CALGARY - Uranus, un film français, au Cinéma Plaza, 1133 Kensington Rd. N.W., dimanche le 19 à 13 h 30 et 19 h 00.

23 et
25 EDMONTON - Crystal Plamondon et l'ensemble musical "Cadien en spectacle" à l'hôtel Ambassador, 10041 - 106e rue, à 22 h 00.

24 SAINT-ISIDORE - Le Bar Bar, club social. Soirée de badminton et lip-sync. Pour plus renseignements: 837-2296.

24 EDMONTON - Ligue d'improvisation d'Edmonton, Théâtre Sports contre l'ALIE, au Théâtre Popicos, 20 h 00.

24 BONNYVILLE- Visionner des films français au Centre Culturel de 16h00 à 18h30 pour les enfants de 4 ans à la 4e année

25 JEAN-COTE - Souper, théâtre et danse organisés par le comité consultatif des parents de l'école Héritage, à l'école Héritage. Le souper est à 18h00, suivi d'une pièce présentée par André Roy et d'une soirée dansante avec le Juke box d'André Roy. Pour plus de renseignements:

30 EDMONTON - Souper-Causerie, Thème: La médecine douce. Conférencière: Claudette Denis South. Club Royal Glenora. Pour plus de renseignements: 469-4401.

31 SAINT-ISIDORE - Le Bar Bar, club social. Soirée d'improvisation. Pour plus renseignements: 837-2296.

31 EDMONTON - Ligue d'improvisation d'Edmonton, Match régulier, au Théâtre Popicos, 20 h 00.

31 EDMONTON - Ensemble musical La Venue en spectacle à la Guinguette, 8925 - 82 avenue, 20 h 00.

3 déc. au
2 fév. SAINT-ALBERT - Musée Héritage, All Aboard the Northern Alberta Railway, exposition au sujet des chemins de fer du Musée provincial. Pour plus de renseignements: 459-1528

13 jan. au
15 mars SAINT-ALBERT - Musée Héritage, Alberta Archaeology, exposition d'outils faits de pierre et d'os ainsi que d'autres artefacts préhistoriques. Pour plus de renseignements: 459-1528.

ACTIVITÉS RÉGULIÈRES

EDMONTON - Le Club d'âge d'or de Saint-Joachim se rencontre tous les mercredis de 14h00 à 16h30 pour jouer au «Bridge» au 9924 - 110 rue. Pour plus renseignements : Églande Mercier au 489-4417.

EDMONTON - La Guinguette. Club social d'Edmonton. Ouvert tous les vendredis de 20h00 à 2h00 a.m. à partir du 10 janvier. Pour plus renseignements : Sylvie Francoeur ou Réjean Lavoie au 469-1344.

BONNYVILLE - Si vous êtes intéressés à suivre un cours de perfectionnement en français, communiquez avec Clémence Lemire au 826-5275.

EDMONTON - Entre-Femmes - les rencontres du groupe auront lieu tous les mercredis à partir de 10h00. Pour plus renseignements : Nicole Walczak au 461-0609.

EDMONTON - Ballon-volant à l'école Maurice-Lavallée de 18h00 à 22h00. Pour plus renseignements : 469-4401.

SAINT-ISIDORE- Le Bar Bar, club social. Pour plus renseignements: 837-2296.

LE NORD - La Jardinière ambulante. Pour plus renseignements : Doris Laroche au 322-2243 ou Louise Gagnon au 624-8063.

EDMONTON -Soirée de conversation chaque jeudi à partir de 19h au local de l'Alliance française d'Edmonton. Pour plus renseignements: 433-0671.

EDMONTON -Bistro à la Faculté Saint-Jean de 15h30 à 20h au Salon des étudiants tous les vendredis à partir du 10 janvier. Pour plus renseignements : Lise Nepton au 465-8748.

EDMONTON -La Société généalogique du Nord-Ouest a maintenant un bureau permanent. Heures d'ouverture du bureau: lundi - 18 h 30 à 21 h 30, mercredi - 10 h 00 à 15 h 00 et 18 h 30 à 21 h 30. Adresse: 2e étage, 10008 - 109e rue. Renseignements: Georgette Brodeaur - 489-8864, Normand Lefaivre: 487-5540, Pauline Vaugeois: 459-0234.

CALGARY -Chaque vendredi soir, rencontre des 50 ans et plus au Club de l'Amitié au sous-sol de l'église Sainte-Famille (1717 - 5 rue S.O.). Pour plus renseignements : Rollande Laitre au 279-9556.

CALGARY - Les VENDREDIS de l'improvisation, au Riverside Club, 110 Point McKay Cres. N.W. à 20 h 00. Pour plus renseignements: 250-5004.

LETHBRIDGE - Venez vous divertir tous les deux vendredis au Club Hebdo. Pour plus renseignements : 328-8506.

FORT McMURRAY- Conversation française tous les mercredis de décembre (sauf le 25) au bureau de l'A.C.F.A. de 15h30 à 16h30.

• Peinture

Un cours qui se termine en beauté



(Photo Lucie Lavoie)

Les artistes et leurs oeuvres

par LUCIE LAVOIE

BONNYVILLE- Cet automne, monsieur Marcel Hétu et ses élèves se sont rassemblés chaque jeudi afin de partager leur goût commun pour la peinture à l'huile. Des débutants aux avancés, jeunes et moins jeunes y ont appris des techniques qui leur permettront de développer leur potentiel artistique.

Que ce soit au travail ou dans les loisirs, la peinture occupe une grande place dans la vie de monsieur Hétu. Il possède une compagnie d'affiches publicitaires et, depuis ses débuts, il y a déjà 30 ans, il a produit plusieurs toiles. Une d'entre elles lui a d'ailleurs valu le prix du Gouverneur général à l'occasion du 75e anniversaire de l'Alberta.

Présentement, il prépare une collection de peintures représentant des scènes de la vie des voyageurs de la région de Franchere Bay et d'Anshaw. Dans l'espoir de voir ses oeuvres en exposition dans les années à venir, nous lui souhaitons le plus grand succès dans la réalisation de ce projet d'envergure.

Madrid

...suite de la page 7

échange Canada - États-Unis, le Caricom dans la Caraïbe et le Pacte andain, sont en train de faire contrepoids à d'autres marchés internationaux.»

Le Canada est déjà engagé dans la voie de l'expansion de ses relations commerciales avec les pays de l'hémisphère américain. Certains pays d'Amérique latine offrent de grandes possibilités d'exportations au secteur agro-alimentaire canadien, estime M. Sherwood. Ces pays ont des populations jeunes, de bonnes bases de ressources naturelles; ils procèdent à une réorganisation de leurs économies pour régler leurs problèmes d'endettement, et bon nombre ont adopté une nouvelle méthode d'approche au développement, orientée vers les marchés.

«Par exemple, indique l'expert, nous constatons une intensification des rapports avec le Mexique, non seulement sous la forme de relations ministérielles, mais aussi du fait que notre secteur agro-alimentaire tente de s'y forger de nouveaux liens.»

Les négociations actuelles sur un accord de libre-échange entre le Canada, le Mexique et les États-Unis pourraient être déterminantes dans la façon dont se développement les relations commerciales du Canada avec d'autres pays d'Amérique, croit M. Sherwood. «L'évolution des négociations sera suivie attentivement par l'ensemble de l'hémisphère.»

La conférence a été organisée par l'Institut international de coopération pour l'agriculture (IICA), un organisme de l'Organisation des États américains (OEA). L'IICA, composé de 32 pays membres d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et des Antilles assure une aide technique à la région et y facilite la modernisation de l'agriculture.

BLOC-NOTES

Le **BLOC-NOTES** est une chronique à la disposition de tout organisme voulant **annoncer un événement sans but lucratif** (sans frais d'admission) ex.: réunion hebdomadaire, mensuelle, annuelle, exposition culturelle, rencontre de clubs sociaux, etc. Ce service est **GRATUIT.** L'information pertinente doit nous parvenir par le courrier au moins 15 jours avant la date prévue de l'événement. L'heure de tombée est **le jeudi à 16h.** Vous pouvez aussi vous adresser à votre agent communautaire régional de l'ACFA qui se fera un plaisir de vous aider.

BONNYVILLE

Rencontre tous les lundis et vendredis au centre culturel pour jouer aux cartes, au bingo et jeux libres. Le lundi de 13h à 15h: jeux de cartes et à 15h jeux libres. Le vendredi à 13h: bingo, suivi de jeux libres. Nous invitons tout spécialement les personnes du 3e âge (aînés) à venir s'amuser avec nous. Info. 826-1909 (J.A.)

Réunion mensuelle du Club de l'Aurore pour les aînés à Bonnyville le 1er jeudi du mois. Info. 826-1909 (J.A.)

Réunion mensuelle du comité de la Société historique, le 3e mercredi du mois à 19h30, au musée. Info. 826-5275 (J.A.)

EDMONTON

Le TFE et Gilles Denis invitent les jeunes de 16 à 25 ans à participer à une rencontre-audition pour la pièce «NIKKI» et «MELI-MELO» qui aura lieu durant le mois de janvier. Intéressé(e)? Téléphone à Hélène au 469-0829 (3-1-92)

VOULEZ-VOUS participer plus activement à la communauté francophone? Devenez membre des Jeunes entrepreneurs francophones en contactant Mario Bergeron au 465-2943 ou Clément Lavoie au 465-1092 ou en assistant à notre réunion mensuelle (chaque 2e mercredi du mois). (J.A.)

Rencontres ENTRE FEMMES - Millwoods, le mercredi de 9h à 11h chez Manon (461-8222). Près de l'école Notre-Dame, le mercredi de 13h à 15h chez Sylvie (483-2411). Autres quartiers, adressez-vous à Christiane au 466-5012 (en soirée) pour vous inscrire. (J.A)

Bridge tous les mercredis à 14h au sous-sol de l'église St-Joachim. Info: 489-4417 (J.A.)

Paroisse Notre-Dame de Lorette, Lancaster Park, messe tous les samedis à 16h30. Info: 973-418 3 (J.A.)

FORT McMAURRAY

Atelier en français sur l'impôt, le samedi 8 février. Madame Claire Dallaire sera la personne ressource. Info: Carole au 791-7700 c'est gratuit.

Tous les mercredis de 15h30 à 16h30, venez nous voir pour «piquer» une bonne jasette en français. C'est un rendez-vous au bureau de l'ACFA et c'est gratuit. Appelez-nous au 791-7700. (7-2)

PROVINCIAL

Préparons l'avenir de nos enfants... à la pré-maternelle. Une école conçue pour les enfants de 3 à 4 ans dont au moins un des parents est francophones. Pour info: communiquer avec la Fédération des parents francophones de l'Alberta 468-6934

La Société généalogique du Nord-Ouest accepte maintenant les dons d'ouvrages généalogiques et d'histoire de familles ainsi que les documents généalogiques pour sa bibliothèque ou pour ses archives. Lundi: 18h30 à 21h30 Mercredi: 10h à 15h et 18h à 21h30. Pour plus d'information, appelez Georgette Brodeur au 489-8864. (J.A.)

RIVIÈRE-LA-PAIX

TANGENT - Heures d'ouverture de la bibliothèque au Centre culturel: vendredi de 13h30 à 16h30. Pour info: Annie au 359-2126. (06-12)

Chevaliers de Colomb Conseil Grouard no 3025 Réunion mensuelle, le 2e mercredi de chaque mois. Pour informations, Gérard Nicolet au 837-2461. (J.A.)

La pré-maternelle à Routhier, tous les lundis, de 13h30 à 15h20 et les mercredis de 8h45 à 11h30. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à Dianne Gervais (animatrice) au 837-2713. (20-12)

ST-PAUL

Réunion mensuelle du comité du musée historique de St-Paul, le 3e lundi de chaque mois au centre culturel. Info: 645-4800 (J.A.)



Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la **PRIÈRE AU ST-ESPRIT** dans **LE FRANCO.** Vous devez inclure avec votre demande la somme de 21,40$ (TPS comprise). n'oublier pas d'inscrire vos initiales.

LE FRANCO
8923 - 82 Avenue
Edmonton, Alberta
T6C 0Z2

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi matin. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le **465-6581** avant le lundi à midi.
Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:
Le Franco, 8923 - 82 Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

EDMONTON

Garderais enfants de 2 ans et plus, du lundi au vendredi, chez-moi. Je demeure sur la base de Griesbach. Appeler Sonia au 456-7447. (10-01-92)

Gardienne demandée, du lundi au mercredi, pour garçon de 5 1/2 et une fille de 3 ans, chez moi, bon salaire. Appeler Lucy au 465-9092. (17-1)

Jeune femme avec expérience garderait enfants d'âge préscolaire chez moi, du lundi au vendredi, quartier Strathcona. Appeler Cinthia au 433-5278. (17-1)

CALGARY

Recherche gardienne francophone pour bébé âgé de 5 mois, 3 jours/semaine à partir de février, région Beddington ou centre-ville. Références exigées. Appeler au 274-2261. (17-1)

CARTES D'AFFAIRES

Conférences sur le renouvellement du Canada

Informez-vous! Participez à la réforme constitutionnelle du Canada

Au cours des mois de janvier et de février 1992, cinq instituts canadiens tiendront des conférences en vue d'examiner les propositions constitutionnelles du gouvernement fédéral. Les participant(e)s pourront discuter des éléments principaux de la réforme constitutionnelle et proposer aux Canadien(ne)s et à leurs gouvernements des vues nouvelles sur les défis que doit relever le pays.

CONFÉRENCES

Thème : RÉPARTITION DES POUVOIRS
Lieu : Halifax (Nouvelle-Écosse)
Dates : du 17 janvier au 19 janvier 1992
Organisateur :
le Conseil économique des provinces de l'Atlantique

Thème : UNION ÉCONOMIQUE
Lieu : Montréal (Québec)
Dates : du 31 janvier au 2 février 1992
Organisateurs : **l'Institut C.D. Howe et l'Institut de recherches politiques**

Thème : RÉFORME DES INSTITUTIONS
Lieu : Calgary (Alberta)
Dates : du 24 janvier au 26 janvier 1992
Organisateur :
la Fondation Canada West

Thème : IDENTITÉ, DROITS ET VALEURS
Lieu : Toronto (Ontario)
Dates : du 7 février au 9 février 1992
Organisateur :
l'Institut Niagara

CONFÉRENCE DE SYNTHÈSE
Lieu : Ottawa (Ontario)
Dates : du 14 février au 16 février 1992

IMPLIQUEZ-VOUS!

- DEMANDEZ DE LA DOCUMENTATION SUR LES PROPOSITIONS
- SUIVEZ LES DÉBATS À LA TÉLÉVISION
- LISEZ LES COMPTES RENDUS DES CONFÉRENCES
- PRENEZ PART À UNE CONFÉRENCE

QUI PARTICIPERA?

Un regroupement équilibré de Canadien(ne)s, reflétant la diversité du pays, participera aux conférences.

Des invitations seront adressées aux membres du Comité parlementaire mixte spécial sur le renouvellement du Canada et à des experts en matière constitutionnelle, ainsi qu'à des représentants des partis politiques fédéraux, des gouvernements provinciaux et territoriaux, des milieux d'affaires, des syndicats et des organismes non gouvernementaux.

Les représentant(e)s du grand public sont également invité(e)s à participer à l'une des quatre premières conférences.

COMMENT PRÉSENTER SA DEMANDE?

Si vous êtes Canadien(ne) et âgé(e) de 18 ans ou plus, vous envoyez une lettre d'une page comprenant :

- votre nom;
- l'adresse et le numéro de téléphone où on peut communiquer avec vous du 3 au 6 janvier 1992;
- quelques paragraphes indiquant vos intérêts et vos connaissances en matière constitutionnelle ainsi que votre expérience au service de votre communauté.

Inscrivez dans le coin supérieur gauche de l'enveloppe votre adresse et le nom de la conférence à laquelle vous désirez participer.

Adressez votre lettre à : Demandes de participation—Conférences constitutionnelles, C.P. 1888, Succursale "B", Ottawa (Ontario), K1P 1B4.

Date Limite

Le nombre de places disponibles est limité. Votre demande doit nous parvenir avant 17 h, le 3 janvier 1992.

Processus de Sélection

Les participant(e)s seront choisi(e)s au hasard parmi les demandes reçues. Si votre nom est retenu, vous recevrez un appel téléphonique au plus tard le 6 janvier 1992.

Frais De Voyage

Pour éviter que les frais de déplacement ne soient un obstacle à la participation du public, nous assumerons sur demande les frais personnels de participation.

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, VEUILLEZ COMPOSER LE

1-800-567-1992

Des téléphonistes sont à votre disposition pour répondre à vos questions dans les deux langues officielles entre 10 h 30 et 18 h (heure locale).





C.D. Howe Institute
Institut C.D. Howe





The Institute for Research on Public Policy
L'Institut de recherches politiques

The Niagara Institute
Institut Niagara